

LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

RÉDACTION et ADMINISTRATION
69, rue du XXI^e Décembre - Genève
Téléphone 14.05

Paraissant tous les Samedis

Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

ABONNEMENT } Suisse..... 6 fr. — par an
} Autres pays. 9 fr. —

La discussion Reinach-Andrassy sur l'Autriche

Nous avons récemment parlé de l'article du comte Jules Andrassy « La Grande-Bretagne et la paix », publié dans la « Revue politique internationale ». Nous voulons aujourd'hui parler de la réponse de M. J. Reinach, publiée dans la même Revue (Janvier-Février 1918) sous le titre : « Le problème des Etats-Unis d'Orient ». En traitant le problème de l'Autriche-Hongrie en historien, M. J. Reinach croit avoir trouvé la solution rationnelle du problème dans le retour de la Monarchie à ses véritables destinées danubiennes « qu'elle a méconnues pendant des siècles pour son malheur et pour celui du monde, à la poursuite tantôt du mirage carolingien, tantôt du mirage italien et qu'elle a méconnue plus récemment encore pour avoir voulu substituer aux confédérations nécessaires une unité factice ». Cette destinée danubienne et orientale de l'Autriche indique excellemment, selon M. Reinach, la solution du problème autrichien. C'est pourquoi dans son article il préconise une confédération des Etats danubiens composée de la Hongrie, de la Serbie, de la Roumanie, de la Bohême, de la Moravie, de la Croatie-Slavonie, du Monténégro, enfin de la Bulgarie, avec l'Autriche en tête.

Cette idée d'une Autriche transformée en Empire de l'Est a été reconnue excellente déjà par Tayllerand, l'auteur du fameux mémorandum présenté en 1805 à Napoléon, au lendemain de la capitulation d'Ulm et à la veille d'Austerlitz. Il s'agissait alors d'agrandir l'Autriche et de l'orienter vers la vallée du Danube pour en faire tout à la fois le contre-poids de la Russie et celui de l'Allemagne ou de la Prusse.

Il n'est pas sans intérêt de souligner que l'éminent historien français entend organiser le futur empire d'Orient en se basant sur un projet qui a pris naissance à l'époque la plus impérialiste de l'histoire de France. Il attribue à ce document une importance qui selon nous serait tout à fait exagérée. « Combien les destinées du monde, dit-il, eussent été différentes, si Bismarck au lendemain de Sadova, n'avait point eu raison du roi de Prusse ou si Tayllerand, à la veille d'Austerlitz, n'avait point cédé à Napoléon ». Et il fait grief à Napoléon de n'avoir pas agrandi l'Autriche pour en faire un Etat tampon en concluant ensuite une alliance avec elle.

Nous ne sommes point d'avis que l'alliance franco-autrichienne aurait sauvé Napoléon, pas plus que ne le sauva l'alliance franco-russe faite à Tilsit.

Ce qui a perdu Napoléon ce n'est point de n'avoir pas suffisamment ménagé l'Autriche mais bien de n'avoir pas restauré la Pologne. C'est d'être devenu conquérant au lieu de rester libérateur.

M. Reinach se réclame également de l'autorité de Gambetta qui fut un admirateur du projet en question. Et il nous dit que le dessein de Tayllerand avait été repris dans ses grandes lignes par Kossuth dans ses « Souvenirs et écrits d'exils ». Il nous apprend en même temps que Gambetta tenait Kossuth pour l'un des plus puissants et des plus nobles esprits du dix-neuvième siècle. Voyons donc le programme de Kossuth :

« Ayons toujours devant les yeux la pensée que l'Autriche ne cessera pas de recourir aux moyens qu'elle a toujours employés pour opposer les unes aux autres les nations rivales afin de les réduire en esclavage. Un principe de fraternité doit tous nous diriger. Notre but doit être la Confédération des Etats danubiens, Hongrie, Serbie, Moldo-Valachie » (Mémoire

au prince Couza avec projet de convention en 1859). — On voit bien de ce qui précède que Kossuth est rempli de méfiance à l'égard de l'Autriche. C'est précisément contre celle-ci qu'il entendait former une Confédération danubienne.

Or, de la Confédération du Danube comme l'imagine aujourd'hui M. Reinach l'Autriche proprement dite ferait nécessairement partie.

M. Reinach qui prétend avoir repris le projet danubien de Kossuth semble ne pas se douter de la différence énorme qu'il y a entre le projet de Tayllerand, celui de Kossuth et son projet à lui. Il dit notamment : « Mais ou je me trompe fort ou l'idée une fois lancée à nouveau doit faire son chemin ».

Or les trois projets sont plus que différents. Le projet de Tayllerand est un projet purement impérialiste qui ne tient aucun compte des droits des peuples. Il est rédigé dans l'esprit qui régnait dans les chancelleries avant et pendant le Congrès de Vienne. Le projet de Kossuth, c'est celui d'un révolutionnaire et d'un exilé. Il préconise une union libre entre les peuples sur le pied d'égalité. L'Autriche ne représentant aucun peuple en fut naturellement exclu. Ce fut le projet d'un homme politique qui connaissait bien son adversaire, mais qui se faisait une très bonne opinion de son pays dans lequel il avait mis toute sa foi.

L'histoire a démontré que la Hongrie pas plus que l'Autriche ne mérite aucune confiance. Les Magyars, ayant le même idéal que les Allemands d'Autriche, saisirent la première occasion pour abandonner le testament politique de Kossuth. C'est ce que fit Andrassy en signant le Compromis en 1867.

Comme l'a bien remarqué M. Reinach lui-même, la condamnation de la politique autrichienne et plus encore celle de la politique hongroise depuis l'ère allemande de la Double Monarchie sont écrites à chaque page du livre de Kossuth.

L'idéal de Kossuth fut la liberté, celui d'Andrassy et des Magyars d'aujourd'hui c'est la domination. Il n'existe point de compatibilité entre les deux idéals. Aussi on ne peut enlever les Magyars d'aujourd'hui plus qu'en leur rappelant les principes de Kossuth. La Hongrie en 1867 n'a fait reconnaître sa demi-indépendance qu'au prix de l'abandon de tous les principes de Kossuth.

La grande pensée de Kossuth fut de concilier tous les intérêts et tous les droits des races réunies aux bords du Danube et de ses affluents. Il établissait cette confédération comme une barrière à la fois contre la Russie et contre l'Autriche. Avec la Hongrie de Kossuth ayant le même idéal de la liberté et le même respect des droits des peuples, la Serbie aurait pu lier partie. Avec la Hongrie d'aujourd'hui et avec l'Autriche, c'est une chose impossible. Dans une confédération il doit y avoir quelque chose de plus que les intérêts supposés communs. Il doit exister une confiance réciproque des confédérés, résultant de la communauté de leur idéal. Sur quoi reposerait cette confiance dans le cas envisagé par M. Reinach ? Où sont les preuves que les Magyars et les Allemands ont renoncé à leur pensée d'hégémonie et de domination ? La mentalité de l'Autriche proprement dite et de la Hongrie est la même. C'est celle des Allemands d'Allemagne. Entre cette mentalité et la nôtre il y a un abîme. Il n'y a guère d'arrangement possible entre la liberté et la domination.

M.-D. MARINOVITCH.

Les Bulgares et la culture française

Nous venons de lire dans le « Journal de Genève » du 10 mars, une annonce de l'« Ambassade » (sic !) bulgare à Berne, qui cherche des professeurs français pour l'Université de Sofia. Ceux qui ne connaissent pas les Bulgares seront surpris que les Bulgares en pleine guerre s'avisent de chercher les professeurs français. On dirait qu'à Sofia l'on est tellement épris de la culture française qu'on ne peut s'en passer même pendant la guerre. Rien n'est plus faux qu'une telle opinion. Pour en convaincre nos lecteurs, nous nous permettons de reproduire ici un article dû non pas à un journaliste quelconque mais qui a été publié en 1914 sous la signature du Dr N. Petkoff, professeur à l'Université de Sofia :

« Une lutte héroïque se déroule devant nous : d'un côté la saine et puissante culture germanique lutte avec la culture française pourrie, qui condamnée à mort tâche d'entraîner derrière elle tous les peuples d'Europe. La France actuelle n'est qu'un cloaque immonde qui contamine l'air de l'Europe entière. La saine culture germanique s'est révoltée contre elle, car elle veut conquérir un champ libre pour son développement... Actuellement, la France dégénérée intellectuellement et dépeuplée, luttant contre la

puissante culture germanique a pour allié la Russie barbare et bornée ». (Cité d'après A. Muzet : Le Monde Balkanique, page 51).

On peut donc se demander pourquoi les Bulgares tiennent maintenant à trouver un professeur français pour leur enseigner « une culture pourrie » au lieu de puiser leurs sciences à la source de la sainte culture germanique !

La réponse est facile à donner. C'est que les Bulgares, pour convaincre l'Entente du bien-fondé de leurs prétentions sur la Macédoine serbe, ont besoin d'un nouveau bouquin qui sera l'œuvre d'un Français, d'un écrivain ententiste digne de foi. L'auteur serait pour cela bien payé et choyé à Sofia tant que son livre ne serait pas fini. Après, ce sera de nouveau la sainte culture germanique que l'on prendra pour modèle.

Nous croyons qu'il ne se trouvera pas un Français qui donnera dans ce piège bulgare. Nous voudrions connaître les professeurs français qui consentiront à devenir les collègues de M. Petkoff. Ce n'est que pour falsifier la Science que les Bulgares cherchent des professeurs français. Qu'ils aillent donc chercher les faussaires dans le pays où cet art est le plus avancé.

Don MIGUEL.

LE FRONT DE SALONIQUE ET LES ALLIÉS

La question du renforcement ou de l'affaiblissement du front de Salonique n'a jamais été l'objet des déclarations officielles, et de temps en temps seulement le problème militaire et politique est discuté dans la presse, par les publicistes n'ayant aucune situation responsable. Ce silence a été rompu pour la première fois le 7 mars, au parlement anglais. Le chancelier de l'Échiquier, dans son grand exposé sur la situation politique et militaire, n'a pas omis de parler aussi de la situation à Salonique. Voici le passage de son discours qui s'y rapporte :

Les opérations à Salonique ont souvent été critiquées devant le Parlement, mais j'ai peine à croire que la situation dans son ensemble a été bien comprise. Il est parfaitement vrai que nos troupes ne sont, sur aucune part, engagées dans une position aussi défavorable, à beaucoup d'égards, que celle de Salonique. Mais cela est dû aux événements de Russie. Il y a une année, nous ne nous serions jamais attendus à ce que ces troupes restassent sur la défensive. Il y avait de bonnes raisons pour croire qu'elles participeraient à des opérations offensives. Ce qui arriva en Russie rendit ce fait impossible. Il est mauvais, comme chacun le sait, pour n'importe quelles troupes, de rester dans une position stationnaire, mais je suis heureux de pouvoir dire que — en dépit de ce fait et en dépit de cet autre fait profondément regrettable aux yeux du War-Office, que l'on ne puisse donner aux troupes de Salonique un nombre suffisant de permissions — je suis heureux de pouvoir dire que le moral de nos troupes, là comme partout ailleurs, est au-dessus de tout éloge.

Les forces comprennent quatre ou cinq nationalités. Il y a des Français, des Italiens, des Grecs, des Serbes — je ne les mets pas en dernier — et nous-mêmes.

Il est évident que le commandement de telles forces exige des qualités particulières chez celui qui est à leur tête. Le général qui commande actuellement, général Guillaumat, qui n'a pas été longtemps à Salonique, a gagné, pour autant que nous sommes renseignés, l'estime de tous ceux qui servent sous ses ordres. Mais reconnaissons — il n'y a pas de raison de ne pas le dire ici — que la position pourrait devenir très dangereuse.

Il est parfaitement vrai que les Puissances centrales, grâce à leurs meilleures voies de communication, pourraient envoyer contre Salonique une force à laquelle il serait difficile et peut-être impossible pour nous de répondre par une force adéquate. Tel est le danger — mais les disponibilités de l'Allemagne, nous avons à ce sujet un grand nombre d'informations — ne sont pas inépuisables.

Il ne peuvent pas tout faire à la fois, et si leur tentative a lieu, toutes les informations qui nous parviennent nous engagent à croire que ce serait une expédition coûteuse et qu'elle paierait par chaque mètre carré de terrain dont elle ferait reculer les troupes des Alliés.

Je n'ai encore rien dit pour justifier la présence des troupes à Salonique. Je ne crois pas qu'il soit difficile de la justifier. Le Parlement verra immédiatement que sans les forces engagées là par les Alliés, le roi Constantin serait

encore sur le trône de Grèce, toute la Grèce serait envahie et les Allemands auraient le contrôle complet sur le nord et le sud, l'est et l'ouest des Balkans, ce qui serait en soi un fort appoint à leur force.

Il y a une autre raison qui est plus vitale pour nous. Si nos ennemis possédaient la Grèce et plaçaient ses ports à la disposition des sous-marins ennemis, ce n'est pas trop de dire — en tous cas nos experts le disent sans hésiter — que cela deviendrait un problème très difficile, sinon impossible à résoudre, de conserver nos communications avec l'Égypte. Cela suffit, je pense, à justifier ce qui apparaît pour l'instant une inutile dépense d'énergie sur ce front.

A vrai dire, cette déclaration n'est pas à même de nous rassurer sur la sécurité du front de Salonique. L'allusion au fait que l'Allemagne ne pourrait pas, à la fois, entreprendre des actions décisives sur différents fronts, n'est pas une consolation non plus parce que à juger d'après ce qui s'est passé jusqu'à présent, l'Allemagne a toujours pratiqué la politique opposée, c'est-à-dire, elle a toujours concentré sur un point déterminé, son effort principal. Les raisons invoquées par le ministre anglais pour justifier la présence des troupes alliées à Salonique, sont deux fois plus valables pour le renforcement nécessaire de l'armée d'Orient. Après le désastre roumain, l'importance du front serbe apparaît à tout le monde et c'est trop peu, pour la sécurité de ce front que de dire que l'Allemagne probablement ne pourra plus attaquer. Le meilleur moyen de s'assurer contre une offensive allemande, c'est de renforcer ce front dans la mesure de son importance. On a commis assez d'erreurs, il est bien temps de se préserver contre toute surprise. Le conseil de Versailles devrait y réfléchir.

La „Neue Zürcher Zeitung” et le livre de Rizoff

La tentative audacieuse de M. Rizoff d'égarer l'opinion publique sur le véritable caractère des prétentions bulgares, semble avoir avorté. Pour s'en rendre compte, il suffit de lire l'article de M. le Dr A. B. dans la « Neue Zürcher Zeitung » du 9 mars, un journal dont la bienveillance envers la Bulgarie est presque notoire. Eh bien, le jugement du rédacteur de la « Zürcher » sur le livre de Rizoff est tellement désobligeant à l'égard des arguments « scientifiques » du diplomate bulgare qu'il donnera à réfléchir à ces Messieurs de Sofia. Là où Rizoff réclame les pays serbes, grecs, roumains ou turcs, la « Neue Zürcher Zeitung » observe avec étonnement que les Bulgares appellent cela leur « unité nationale » ! Et elle conclut par cette sentence désastreuse : « Du reste les cartes et les paroles du savant ministre bulgare n'ont pas réussi à prouver, non seulement pour la Dobroudja mais même pour les autres parties des Balkans réclamées par les Bulgares, qu'en réalité la population y est éminemment et purement bulgare. »

La préméditation de l'Autriche-Hongrie

Révélation de M. Gérard

On sait que M. Gérard, ancien ambassadeur des États-Unis à Berlin, vient de publier un nouveau livre de mémoires, qui paraît en même temps dans le « Times ». Voici quelques passages du chapitre qui traite de la dépendance de la monarchie bicéphale à l'égard de l'Allemagne :

« Peu de gens en Amérique réalisent à quel point l'Autriche-Hongrie est sous la domination de l'Allemagne et du « kaiserisme ». Il y en a bien qui pensent que le gouvernement viennois avait eu la main forcée par Berlin lorsque l'ultimatum à la Serbie reçut de ce petit pays une si raisonnable réponse, mais il n'est pas douteux que l'Autriche a toujours été depuis lors sous le joug de l'état-major allemand. »

L'empire extraordinaire connu sous le nom de monarchie dualiste austro-hongroise est moins un empire ou un royaume ou un État que la propriété personnelle des Habsbourg, dont le talent d'acquiescer des territoires est enregistré par la carte actuelle de l'Europe.

Pendant des siècles, cette famille royale, par trahison, par intrigues, par la guerre, l'achat, le mariage, a augmenté ses possessions, amenant sous sa domination personnelle des races qui ne comprennent pas leurs langages respectifs et qui diffèrent profondément de traditions, de niveau intellectuel et de religion.

La dernière acquisition de territoire par la maison des Habsbourg a eu lieu en 1908, quand le ministère des Affaires étrangères austro-hongrois a déclaré tout crûment que la Bosnie-Herzégovine, placée sous le protectorat de l'Autriche-Hongrie par le traité de Berlin en 1878, était annexée à l'empire.

L'empereur d'Allemagne, assistant à l'effraction comme un complice qui fait le guet, menaçait d'une guerre européenne générale si une nation quelconque protestait.

Le vieux empereur donna à la femme de l'archiduc François-Ferdinand le titre de princesse Tchenerberg et plus tard l'éleva au rang d'une duchesse, ce qui, dans les empires centraux, est un rang plus élevé que celui de princesse.

En dépit du rang qui lui était ainsi garanti, la duchesse de Hohenberg fut fréquemment victime de manque d'égards de la part des archiducs et des archiduchesses de la maison des Habsbourg, et quand l'empereur actuel, l'archiduc Charles-François-Joseph, épousa la princesse Zita de Bourbon Parme, en 1911, et que ce mariage fut suivi par la naissance d'un fils, le 20 novembre 1912, il devint évident pour François-Ferdinand et sa femme que l'hostilité du vieux empereur et des autres membres de la maison des Habsbourg, avait réussi, grâce aux événements, à exclure définitivement ses enfants de la succession.

Ces manques d'égards pour sa femme, assez marqués pour entraîner la publication d'articles inspirés par lui dans un journal dévoué à ses intérêts, et la naissance d'un héritier doivent avoir eu une influence profonde sur François-Ferdinand.

Dans toute l'Europe, il y eut un seul monarque assez intelligent pour tirer avantage de la situation, pour se gagner François-Ferdinand par les honneurs qu'il rendit à la duchesse de Hohenberg: ce fut l'empereur d'Allemagne. Le kaiser invita le couple à Potsdam et là tous deux éprouvèrent que, dans une cour au moins, les honneurs dus à une femme d'égale naissance étaient rendus à l'ex-comtesse Sophie. Cette visite à Potsdam fut faite en 1909 et je crois que dès lors l'empereur d'Allemagne et François-Ferdinand se rencontrèrent à d'autres occasions.

Dans le chapitre consacré à l'empereur Guillaume, j'ai signalé la croyance qui régnait, même en Allemagne, qu'il avait l'intention, comme pre-

mier pas vers son ambition ouvertement exprimée de dominer le monde, de se faire, à la mort de François-Joseph, chef d'un grand empire continental dans lequel les princes allemands, ses fils, auraient occupé les trônes de Hongrie et de Bohême, l'héritier de la maison d'Autriche devant régner comme roi ou grand-duc d'Autriche, avec, peut-être, un autre royaume germanique atteignant à la mer, au Sud.

Certains croient que quand le kaiser, accompagné de von Tirpitz, rendit visite à François-Ferdinand à Konopischt, en juin 1914, avant la semaine de Kiel, une grande conspiration était en train, dans laquelle il était prévu qu'un grand empire central serait créé avec l'un des fils de la duchesse de Hohenberg sur le trône de Bohême et les autres dotés de quelquel royaume nouvellement créé aux dépens de la Bosnie et d'une portion de la Serbie. Et il peut avoir été prévu dans ce complot que Eitel Fritz et les autres fils du kaiser seraient gratifiés de trônes formés aux dépens du territoire balkanique.

Quand le meurtre eut lieu à Sarajevo, ces plans avaient été tirés en vue de la guerre et la mort de François-Ferdinand et de la duchesse de Hohenberg fournirent simplement une autre excuse pour commencer les hostilités après que l'Autriche, dans le conseil de Potsdam, eut ratifié tous les arrangements pris par l'empereur Guillaume et François-Ferdinand en vue de la guerre européenne. Indubitablement, l'empereur d'Allemagne usa de son influence sur François-Ferdinand et sa femme afin de s'assurer l'aide de François-Ferdinand pour entraîner l'Autriche dans la guerre — une guerre commencée pour obtenir la domination du monde.

L'habile empereur d'Allemagne, jouant sur les ambitions de l'ex-comtesse Sophie, induisit François-Ferdinand à consentir à la guerre mondiale, et les choses avaient été si loin que même la mort de l'archiduc François-Ferdinand ne pouvait changer la situation ni détourner le parti de la guerre, en Autriche-Hongrie, de son programme sanglant. Agé de quatre-vingt-quatre ans, le vieux François-Joseph ne put offrir qu'une faible résistance à la belliqueuse insistance de Tisza, premier ministre de Hongrie, et son adroit subalterne Forgach, qui le représentait au ministère viennois des Affaires Étrangères, et qui est certainement l'homme qui lança l'ultimatum de quarante-huit heures à la Serbie.

L'affaire Lammasch-Friedjung

Dans notre dernier numéro, nous avons parlé du cas du Hofrat Lammasch. Nos prévisions et nos conclusions viennent d'être confirmées par une lettre du professeur Lammasch, publiée dans la « Neue Freie Presse » du 16 mars. Dans cette lettre, le professeur Lammasch dément toutes les nouvelles concernant sa prétendue action en faveur d'une paix séparée de l'Autriche-Hongrie. Du voyage en Suisse, il ne parle pas, parce que c'est un fait que l'on ne peut nier. Mais le plus important, c'est l'assurance formelle de Son Excellence qu'elle n'a jamais songé à détacher l'Autriche de l'Allemagne. Cette déclaration catégorique est à enregistrer et elle est à retenir par ceux qui espèrent voir précisément le professeur Lammasch à la tête d'un mouvement imaginaire anti-allemand en Autriche.

La lettre de M. Lammasch est intéressante aussi sous un autre rapport. En effet, M. Lammasch dit d'une façon catégorique que les affirmations du professeur Friedjung à son égard sont de pure invention, et que le document dont M. Friedjung parle dans son article, n'existe que dans l'imagination de l'« historien » viennois. Le fameux Friedjung n'a vraiment pas de chance. Tous les documents qu'il produit se révèlent être faux ! Il semble que c'est à cause de ces « spécialités » que le Ballplatz entretient avec Friedjung les relations des plus intimes.

Un tel maître en matière de « documents » est toujours utile à quelque chose !

Le mouvement yougoslave contre l'Autriche

Les constatations d'un journal viennois

La « Reichspost » de Vienne est très préoccupée des événements qui se déroulent dans les pays yougoslaves et des déclarations données par les Yougoslaves. Voici quelques passages d'un article paru dans le numéro du 9 mars :

« Il n'est pas aisé, dit la « Reichspost », de voir clair dans la presse yougoslave, car les déclarations politiques qui doivent exprimer la véritable opinion des partis se voient précisément interdites par la censure, de sorte que des colonnes entières sont vides... »

Dans les masses populaires, on recueille des signatures en faveur de la fondation d'un État yougoslave. On dit que chez les Slovènes seuls le nombre des signatures dépasse déjà cent mille, étant donné qu'elles sont recueillies dans les paroisses et que les jeunes filles et les femmes consacrent leur zèle à en recueillir le plus grand nombre. Cet exemple est suivi maintenant par les Croates...

Jusqu'au mois de mai 1917 les aspirations des Slovènes et de certains Croates allaient jusqu'à l'union de ces deux peuples sur la base du droit d'État croate... Les Serbes n'entraient pas encore dans la combinaison. Il est vrai que depuis l'avènement au trône du roi Pierre, Belgrade entretenait consciencieusement les sympathies des Croates et des Slovènes libéraux à l'égard de la Serbie. La déclaration du 30 mai 1917 repose sur le droit d'État croate et se borne au cadre de la monarchie. Cette déclaration contient néanmoins deux nouveaux éléments à savoir le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et l'extension de la communauté étatique aux Serbes...

Comme réponse à cette déclaration yougoslave de Vienne est arrivé quelque temps plus tard le pacte de Corfou, conclu par Pachitch avec les émigrés slovènes et croates, pacte d'après lequel tous les Croates, Slovènes et Serbes doivent s'unir sous l'égide des Karageorgevitch...

Ces deux étapes ont été suivies d'une troisième. De plus en plus, on a commencé à souligner le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. L'organe du Club Yougoslave paraissant à Zagreb, la « Hrvatska Drzava » publie des déclarations d'adhésion à la politique du Club Yougoslave sous le titre: Pour le droit absolu des Yougoslaves à disposer d'eux-mêmes.

L'interprétation de cette nouvelle formule est donnée par le « Glas », organe de Hribar, paraissant à Zagreb, qui explique l'évolution de la conception du droit d'État qui règne chez les Tchèques et les Yougoslaves. Le 30 mai 1917, les Tchèques et les Yougoslaves se sont trouvés dans une situation telle qu'ils ont dû immédiatement formuler une déclaration du droit d'État. La déclaration tchèque comme celle des Yougoslaves ne doit donc être considérée que comme une tactique dans un moment donné, alors que le contenu de ces déclarations ne satisfaisait ni les Tchèques ni les Yougoslaves, étant donné que toutes deux contenaient en elles-mêmes des « éléments étrangers ». L'élimination de ces éléments dans leur résolution de Prague. Les aspirations étatiques des Yougoslaves ont suivi, elles aussi, la même évolution logique.

Par l'exclusion des éléments « étrangers », on est arrivé enfin à la formule défini-

tive du droit absolu des peuples à disposer d'eux-mêmes.

C'est ainsi que la dernière formule de la déclaration yougoslave: « le droit absolu de l'auto-disposition », fait le pont par lequel les Yougoslaves de la monarchie se donnent la main avec ceux de l'Entente.

La déclaration du 30 mai 1917 se trouve donc dépassée considérablement et abandonnée. Au cours de dix mois, l'agitation a pris des formes de plus en plus radicales, en enflammant les passions et en soulevant la haine contre la Monarchie, qui est considérée comme le seul obstacle à la réalisation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. »

Les procédés bulgares en Serbie orientale

M. Léon Savadjian, Directeur de l'Agence Balkanique, nous adresse la lettre suivante :

Monsieur le Directeur,

Le « Bureau Historique » de la région de Morava, c'est-à-dire de la Serbie orientale, institué par le gouvernement bulgare pour dénaturer et falsifier les données historiques relatives à ces contrées, répand à profusion une lettre adressée en 1841 par le Patriarche grec Antim V au Métropolitain Pétrar, l'invitant à racheter tous les évangiles, en langue bulgare, mis en circulation dans les Pays de Morava. La propagande bulgare tire de cette lettre la conclusion que déjà en 1841 l'élément bulgare a dû être très puissant pour donner lieu à une persécution systématique de la part des autorités religieuses serbes et grecques.

Il faut avoir un toupet extraordinaire pour tirer une pareille conclusion d'une lettre qui démontre uniquement que, déjà en 1841, le clergé bulgare menait une propagande effrénée et sans scrupules aussi bien en Macédoine qu'en vieille Serbie afin de faire naître des éléments bulgares. Car — et contrairement aux affirmations des Bulgares — il est incontestablement établi que ce n'est pas l'élément bulgare en Macédoine qui a créé l'Exarchat bulgare, mais bien au contraire, c'est l'Exarchat — avec des subventions suspectes, provenant souvent du gouvernement turc — qui créa par-ci, par-là, des communautés bulgares sur lesquelles on base aujourd'hui toutes les aspirations de la Bulgarie.

La lettre d'Antim V démontre que déjà en 1841, la propagande bulgare avait essayé de bulgariser, par moyens d'écrits et d'Évangiles certaines contrées de la vallée de Morava aussi. Rien n'est plus juste que de s'être opposé à une pareille propagande, susceptible de troubler la vie paisible des populations. Elle démontre encore que malgré tous les essais de propagande et d'influence bulgares, les Pays de Morava n'ont pas renié leur origine serbe, leurs cultes, leurs traditions et leur langue...

Léon SAVADJIAN,

Nous publions cette lettre uniquement à titre d'information; la propagande bulgare en Serbie orientale étant trop ridicule pour être prise au sérieux. Ce qui est cependant sérieux, c'est l'œuvre bulgare d'extermination par la force de tous ceux qui ne veulent pas se reconnaître Bulgares, et c'est sur cette action ignoble que nous attirons encore une fois l'attention du monde civilisé.

N. d. I. R.

FEUILLETON

Un projet pour l'après-guerre

Partout, chez nos amis comme chez nos ennemis, on prépare l'après-guerre. S'il faut, certes, songer avant tout à remporter la victoire qui, avec la paix, nous apportera une nouvelle Europe, il n'est pas moins nécessaire de réfléchir aux problèmes que posera cette nouvelle Europe. Le monde économique se trouvera en quelque sorte transformé. Il est bon que nous préparions dès à présent la place que nous devons y occuper. L'Allemagne a, par exemple, ouvert depuis longtemps ses voies de pénétrations, notamment vers les Balkans et l'Orient. Dès avant la guerre, elle avait su détourner à son profit non seulement le trafic des grandes lignes de navigation dont profitaient si largement la « Hamburg-Amerika Linie » ou le « Nord-Deutscher Lloyd », mais encore celui des grandes voies ferrées transeuropéennes. Il suffit de consulter un indicateur ou une simple carte des chemins de fer internationaux pour s'apercevoir que le seul itinéraire vraiment pratique, parcouru par les grands express, pour se rendre à Constantinople ou à Odessa, passait jusqu'à la guerre, par l'Allemagne et l'Autriche. Maintenant que l'ambition germanique a rangé à nos côtés tant de grands pays, le moment semble venu de reprendre les anciens projets de chemins de fer et de les réaliser. C'est ce que fait, dans un article solidement documenté et établi avec une claire logique, M. Charles Loiseau (1).

M. Loiseau rappelle que le premier coup porté au monopole allemand des chemins de fer fut le percement du Simplon (1900-1906). Le nouveau tunnel, non seulement facilitait les relations entre la France et l'Italie, mais il créait la possibilité d'une route courte et commode vers l'Orient. On s'aperçut, en effet, qu'on gagnerait une centaine de kilomètres à ne plus passer par l'Allemagne, ce qui constituait un gain économique, et aussi politique appréciable. La nouvelle ligne envisagée passait par Paris, Pontarlier, Milan, Mestre (Venise), Cervignano, Monfalcone, Nabresina (Trieste), Steinbruck, Agram, Brod, Vinkovce, Indjija et Belgrade, où elle devait rejoindre l'ancienne ligne vers Constantinople. Pour la réaliser, il ne manquait que certaines modifications insignifiantes, sur un parcours de 70 kilomètres, de Steinbruck à Agram, à l'horaire des chemins de fer hongrois. De 1905 à 1906 des démarches furent donc faites en vue d'obtenir ces modifications. Le gouvernement magyar sembla tout disposé à acquiescer. Pourtant lorsqu'en mai 1906, M. Noblemaire, au nom du P.-L.-M., présenta à la Conférence internationale des horaires, tenue à Brème, une proposition dans ce sens, elle fut nettement repoussée. Les Magyars faisaient déjà le jeu de Berlin et, à la brillante perspective d'une « Mitteleuropa » capable de dominer l'Europe, ils étaient tout prêts à renoncer à des intérêts qui leur semblaient de moindre importance.

Aujourd'hui les choses sont changées. L'Entente sait qu'elle a pour elle les populations slaves du sud de l'Autriche par le territoire desquels passerait la future artère sud-européenne. Or ces Yougoslaves, lorsqu'on aura constitué l'État indépendant et unifié qu'ils réclament avec juste raison, cet État des Serbes, Croates et Slovènes qui opposera une solide barrière au « Drang nach Osten » ger-

manique, auront un intérêt primordial à participer à la création de cette grande ligne internationale qui les émancipera davantage des puissances germaniques et magyres. A une assemblée tenue à la fin de l'année dernière, sous la présidence du député Verstovsek, l'« Union des Cheminots yougoslaves » d'Autriche demandait « que désormais les chemins de fer du pays servent à leur but naturel, savoir le relèvement des forces économiques et de la culture du peuple yougoslave ». Le projet d'autrefois ne trouverait donc plus, pour l'entraîner, le « veto » d'une Autriche-Hongrie inféodée à l'Allemagne. Il serait, au contraire, favorisé par un peuple slave avide de prendre en Europe la place qui lui revient.

« On peut donc, concluons-nous avec M. Charles Loiseau, aborder un pareil sujet avant que le canon se soit tu. Peut-être même la réunion d'une commission inter-alliée « ad hoc » répondrait-elle à un intérêt immédiat. Si l'on ne se contentait pas d'y convier des fonctionnaires et des compétences professionnelles; si, à côté des représentants officiels de la France, de l'Angleterre, de l'Italie, des États-Unis, de la Belgique, de la Serbie et de la Roumanie, on invitait à siéger des délégués de l'émigration yougoslave et tchèque — de même qu'on vient d'offrir, tout justement, une place de combat sur notre front à des volontaires tchéco-slaves — on mettrait en évidence une image de plus, complète et fidèle, des intérêts coalisés contre la prépotence austro-germanique. On escompterait par un « fait », qui ne saurait passer inaperçu ni de nos amis, ni de nos adversaires, la solidarité que le temps prépare, dans l'ordre économique tout au moins, entre la cause de l'Entente et celle des Slaves d'Autriche. Il manquera sur le tapis, dira-t-on sans doute, quelques dossiers techniques pour aboutir à des conclusions défini-

1 La Revue de Paris du 1er mars, article intitulé « Une artère sud-européenne ».

La situation économique de la Serbie à la veille de la catastrophe

Les dommages causés directement par la guerre et par l'occupation

par Kosta STOYANOVITCH, ancien Ministre du Commerce serbe

Comme nous l'avions déjà dit précédemment, le théâtre de guerre s'étendait le long de la Save, du Danube et de la Drina, c'est-à-dire que les opérations se déroulaient dans les contrées les plus fertiles de la Serbie.

Les dommages directs qui devront être réparés proviennent du bombardement de la capitale et de nos plus riches centres urbains. En admettant que la valeur totale de toutes les villes de la zone de guerre était de 700 à 800 millions de francs, les dommages causés par les bombardements doivent monter jusqu'à notre retraite, à 400 millions de francs au moins.

Lors de la retraite tous les moyens de transports furent démolis. Nous avons évalué déjà à 200 millions de francs la valeur de toutes les entreprises de transports. Par conséquent, les dommages causés à la suite de la retraite doivent être estimés à 50 millions de francs pour le moins. Notre navigation sur la Save et sur le Danube fut complètement anéantie au commencement même des opérations de guerre. Sa valeur est de 6 millions de francs.

Les dépôts de ravitaillement et de vêtements, tout le matériel de guerre acheté à l'étranger ou fabriqué dans le pays sont tombés entre les mains de l'invasisseur et leur valeur monte à 500 millions de francs. Les pertes en armes et en autres matériels militaires, subies pendant la retraite y sont comprises. Notre retraite par l'Albanie et le manque de routes ont rendu absolument impossible tout sauvetage de vivres et de matériel de guerre.

Si nous admettons que toute la récolte fût terminée et qu'elle représentât la moitié des revenus en temps normal, la valeur de cette récolte alors fut de 700 millions de francs; plus des 4/5 ont été réquisitionnés ou pris de force par les Bulgares ou Autrichiens, ce qui fait 560 à 600 millions de francs. Quand nous serons de retour, nous retrouverons cette somme en papier-monnaie austro-bulgare.

Les chiffres cités ci-dessus montent à une somme de plus de 1.500 millions de francs. Cela ne représente que les dommages causés directement par l'occupation du pays. Si nous y ajoutons la contribution imposée à la population restée en Serbie et qui atteignait dans la première année 150 millions de francs, alors le total des pertes est porté ainsi à 1.700 millions de francs.

Les ennemis occupent le pays depuis plus de deux ans. Connaissant leurs méthodes de sabotage des instruments industriels et d'organisation du pillage, méthodes appliquées en Serbie déjà au mois de novembre 1914, en Belgique et en Pologne, nous pouvons compter avec certitude que le déficit du pays se trouvera encore augmenté.

Bien que le stock de notre bétail ait été réduit à cause de la guerre, il atteignait quand même avant l'invasion ennemie la valeur de 600 millions de francs, y compris la valeur du bétail des nouveaux départements. La pénurie des Puissances centrales causée par le blocus fera réduire notre stock de bétail de moitié au moins ce qui représente une perte de 300 millions de francs. La dévastation de nos forêts diminuera la valeur de ce capital de 200 millions de francs. Les établissements économiques d'Etat seront complètement anéantis, ainsi: les fabriques du Monopole d'Etat (tabac, allumettes, etc.), les usines de Kragouévats, Niche, Tchoupria, etc.; les pépinières, les écoles, les bibliothèques et autres acquisitions culturelles semblables. En appréciant seulement les dommages matériels, cela représente une perte de 150 millions de francs.

Si nous considérons que les biens mobiliers

en dehors de la capitale, dans les villes le long de la Save, du Danube, et de la Drina, et les instruments de métiers et d'agriculture valent, selon le tableau donné ailleurs, 400 millions de francs et si nous admettons que le sabotage et la détérioration est de 25 %, nous avons là une perte de 100 millions de francs. Nous avons déjà dit que le capital engagé dans les métiers et l'industrie est de 260 millions de francs; si nous comptons que le sabotage et la détérioration est de 60 %, alors les dommages sont de 160 millions de francs. Le total des dommages exposés ici est de 910 à 1000 millions de francs environ.

Ainsi les dommages directs atteignent un chiffre total de 2700 millions de francs.

II

Pour l'entretien de la population réfugiée à l'étranger et de la population restée en Serbie ou déportée par l'ennemi, le budget de la Serbie à l'étranger se monte à 240 millions de francs. L'entretien de notre armée n'est pas à la charge de ce budget. Après avoir été complètement équipée, notre armée est entretenue aux frais de nos alliés.

L'armée et la population réfugiée se chiffrent à 150.000 personnes. La population déportée et utilisée pour les travaux ou pour la ligne, est de 500.000 personnes. Selon les statistiques austro-hongroises, il ne reste dans le pays que 2.800.000 d'habitants à peine. Donc le déficit en population est depuis 1914 jusqu'au milieu de 1917, de 1.200.000 personnes. Si 400.000 de ce chiffre retournent dans le pays, nous aurons un déficit de 800.000 personnes. La guerre avec toutes ses conséquences, les maladies et la famine, a fait périr 1/5 de la population totale de la Serbie.

Si nous admettons qu'il est nécessaire d'assurer, pour les dites pertes en population l'existence aux 100.000 foyers par voie de pension d'invalides, alors, en prenant la pension la plus petite, nous devons trouver dans notre nouveau budget des ressources pour 60 millions de francs, c'est-à-dire nous devons avoir un capital de 1.000 millions de francs qui produira, à compter 6 % d'intérêt, le revenu de 60 millions de francs. Tout cela devra être payé par l'ennemi vaincu, car toutes ces terribles conséquences proviennent de la manière barbare de faire la guerre dont se sont rendues coupables les Puissances centrales et leurs alliés.

Les dommages directs et indirects montent à 3,7 milliards de francs.

Si l'on acceptait la stupide formule « sans indemnités », alors la Serbie devrait sortir de cette guerre avec un déficit en capital et en forces de travail de 3,7 milliards de francs et avec une dette de 1.200 millions de francs contractée au cours de la guerre. La Serbie, humiliée, malheureuse et appauvrie, sans parler des conséquences morales, devrait ainsi retourner dans son pays dévasté, déliné et déshonoré, avec un déficit de 4.500 à 5.000 millions de francs! Cela équivaudrait à une réduction de moitié de la valeur économique qu'elle avait avant la guerre.

Pour que la Serbie soit remise en l'état où elle se trouvait avant la guerre, il lui faudrait, au cas où elle ne serait pas indemnisée, une période de trente ans pour que sa population atteigne de nouveau 4.200.000 habitants. Pour rétablir les biens anéantis de la Serbie, il faudrait avoir 2.700 millions de francs et la Serbie a cependant une nouvelle dette de 1.200 millions de francs. Si l'on fournissait à la Serbie les meilleures conditions et l'argent nécessaire, il lui faudrait 2.700 à 3.000 millions de francs pour les anciennes et nouvelles dettes, 2.700 à 3.000 millions de francs pour la réparation des biens détruits,

ce qui fait en tout 6.000 millions de francs.

Si la Serbie obtenait cette somme à 4 % d'intérêt et d'amortissement, il lui faudrait 240 millions de francs par année rien que pour le paiement des dettes. Cependant notre budget était, à la veille de la guerre, de 230 millions de francs. Il est facile de constater toute l'absurdité du cas où la Serbie devrait payer 240 millions pour les dettes! Si nous y ajoutons 60 millions de francs pour les pensions d'invalides, nous verrons que l'économie du pays tout entière ne serait pas en mesure de couvrir les paiements des dettes et des pensions d'invalides. Si nous prenons encore en considération la grande valeur qu'aura la monnaie après la guerre, quand le taux de l'intérêt sera de 7 % pour les emprunts d'Etat et 10 % pour les dettes privées, il est facile de concevoir qu'il est impossible pour des pays comme la Serbie ou la Belgique de se rétablir sans indemnité.

Si nous tenons compte de l'épuisement économique et des efforts financiers des autres contrées sur lesquelles la Serbie pose ses prétentions justifiées, alors l'état de dommages est plus vaste et l'idée se fait plus claire qu'il nous est impossible de sortir de cette guerre sans être indemnisés. La réparation des dommages déjà mentionnés, l'agrandissement de la Serbie et l'acceptation des conditions nécessaires à son développement économique et politique indépendamment, seront en mesure de réparer aussi les dommages que nous n'avons pas pu indiquer ni apprécier ici, car leur critère n'est pas l'argent ni la quantité: ils sont d'ordre psychologique et moral.

Note. Pour l'établissement des richesses de la Serbie, des indemnités demandées et pour l'appréciation des efforts, nous avons pris les prix normaux qui étaient avant la guerre. Si l'on tient compte des prix de guerre pour le bétail et l'alimentation, de la hausse de la valeur de la monnaie, etc., car la diminution de la production et l'augmentation de la consommation sont la cause des prix inouïs, alors les chiffres en question changent considérablement; quelques-uns doublent, mais la plupart devront être augmentés de 50 à 60 %. Si l'on prend en considération le fait qu'après la guerre les prix, tout en commençant à baisser, ne descendront pas si vite au niveau où ils se trouvaient avant la guerre, mais qu'ils seront quand même plus élevés de 10, 20 et même 50 %; alors les chiffres d'indemnisation donnés ici devront être augmentés dans la même proportion. Les trois éléments de l'agriculture et de l'industrie: le bétail, le fer et la main-d'œuvre, ainsi que les capitaux de circulation ou engagés, seront toujours, très longtemps après la guerre, plus demandés qu'offerts. La cherté de ces éléments maintiendra au cours de longues années un prix élevé de tous les objets. En conséquence, il faudra augmenter les chiffres d'indemnisation ci-mentionnés dans une forte proportion.

Grèce et Serbie

M. le professeur Reiss écrit de Salonique à la Gazette de Lausanne:

Les Serbes ont la mentalité des braves gens qu'ils sont. Ils ne sont pas rancuniers. Et puis ils sont sentimentaux. Aussitôt qu'ils voient que quelqu'un a du chagrin, ils sympathisent avec lui. Les Grecs, regrettant sincèrement ce qui était arrivé, leur sont redevenus sympathiques, surtout depuis que, de plus en plus, des troupes hellènes partent pour le front pour reconquérir avec eux la Macédoine serbe et grecque et pour chasser ensuite l'ennemi cruel du sol sacré de la Choumadia, du Timok, de la Morava, etc. Le

rapprochement s'est fait petit à petit et c'est précisément ce qui garantit sa durée.

La semaine passée, il s'est produit un événement qui a scellé définitivement l'amitié retrouvée entre Serbes et Grecs. Le jeune roi Alexandre de Grèce est venu à Salonique et a visité, avec le prince régent de Serbie, le front serbe. Ce jeune roi, fils de Constantin, a suscité à son avènement bien des inquiétudes. Ce jeune homme ne suivrait-il pas les traces de son père? La réalité a donné, heureusement, un démenti formel à ces craintes. Alexandre, après quelques semaines d'un désarroi compréhensible, nature même, a compris la situation et son devoir envers un peuple dont le destin l'a fait roi. Il a fait sienne la conception de la Grèce de Venizelos. Comme ce dernier, il estime que le premier devoir de son pays est de réparer le mal qu'il a fait à la Serbie.

Dans de telles conditions, l'entrevue des deux chefs d'Etat ne pouvait être que cordiale. Elle le fut. Le roi Alexandre a trouvé en le prince Alexandre non seulement un allié, mais aussi un ami qui comprend fort bien la situation délicate dans laquelle le sort l'a placé. Les Serbes, et en premier lieu le prince régent, savent apprécier la position prise par ce souverain se ralliant franchement à la politique serbo-allyophile de Venizelos et condamnant carrément la conduite fourbe de son père.

Le roi Alexandre a vu maintenant les troupes serbes sur le front. Il en a certainement remporté la conviction qu'avec de tels alliés, qui rebâtiront leur maison dévastée par l'ennemi commun, la Grèce pourra tranquillement envisager l'avenir. Les Serbes, de leur côté, ont été contents de retrouver un ancien ami. Plus que jamais, après cette guerre, les sorts de la Serbie et de la Grèce seront liés ensemble. Les événements ont montré qu'on ne peut pas désfaire l'une sans donner un coup mortel à l'autre. Les dirigeants des deux pays ont compris la leçon et l'énorme faute de la Grèce ne se répétera plus.

Une interview

du ministre de Serbie à Berne

M. le Dr Grouitch, ministre de Serbie à Berne, a accordé à un rédacteur de la « Neue Zürcher Zeitung » (voir le numéro du 13 mars, édition du matin) une interview sur l'attitude de la Serbie. M. Grouitch a d'abord constaté que malgré les changements opérés à l'Est, et la situation vraiment difficile de la Serbie, le peuple serbe ne songe pas à abandonner la lutte. Bien au contraire, l'arrivée récente de nouvelles formations des volontaires yougoslaves à Salonique démontre une fois de plus la volonté inébranlable de la Serbie de tenir jusqu'à la victoire.

La crise gouvernementale actuelle, a expliqué M. Grouitch, est de nature purement interne. Elle a été provoquée par l'opposition, probablement dans le désir d'amener la constitution d'un cabinet de coalition, formé de représentants de tous les partis politiques. Mais quel qu'il soit le successeur de M. Pachitch au pouvoir, l'attitude du pays au dehors restera la même: la coopération immuable avec nos grands alliés dans la lutte pour l'actualisation de notre unité nationale.

Avis aux lecteurs

Avec le présent numéro, sera gratuitement distribué à chaque abonné ou acheteur le sommaire de « La Serbie » pour 1917.

nitives... Soit: on les fera sortir plus tard d'études nouvelles, sinon même peut-être des archives de Vienne et de Budapest. En attendant, ce ne sont pas les matériaux qui feraient défaut à cette réunion pour élaborer au moins une construction d'attente, et, si elle y apportait la foi, elle aurait une belle tâche à remplir.»

J.-E. PICHON.

Un article de M. Wendel sur le Monténégro

Sous le titre: « La Serbie et le Monténégro », la revue socialiste « Die Glocke » a publié dans le numéro 39 du 29 décembre 1917 un article bien documenté de M. Hermann Wendel, député au Reichstag. Dans l'introduction M. Wendel s'est exprimé sur les Yougoslaves dans les termes suivants:

« Quand le manifeste du comité hollandano-scandinave à Stockholm expose aussi parmi les projets de réorganisation de l'Europe, l'union de la Serbie et du Monténégro, il énonce simplement une vérité évidente par elle-même, car c'est pour ainsi dire un simple jeu des hasards historiques qui a fait que jusqu'à présent deux territoires purement serbes aient existé côte à côte comme des Etats séparés et indépendants. D'ailleurs, la désignation des différentes populations yougoslaves comme Serbes, Monténégrins, Bosniaques, Herzégoviens, Croates, Slovènes et Dalmates contribue beaucoup à induire en erreur; ce n'est pas autre chose que si l'on voulait parler toujours, au lieu d'Allemands, de Souabes, Francs, Hessois, Frisons, Saxons, etc. Si l'idée panslave peut être facilement ridiculisée, grâce au fait qu'au congrès panslave de Prague, en 1848, les participants durent se servir uniquement,

pour se comprendre, de la langue allemande, la force vive de l'idée sud slave est déjà prouvée par le fait que dans les rues de Lioubliana et de Cettigné, de Zagreb et de Belgrade, de Sarajevo et de Sofia — bref de l'Istrie à la Mer Noire — on n'emploie que des modalités d'une seule et même langue. Mais tandis que les Croates et les Serbes, bien qu'ils soient frères de race, diffèrent cependant les uns des autres par la religion, l'écriture et les traditions historiques, en revanche les Serbes et les Monténégrins sont comme une paire de jumeaux. »

Serbes et Bulgares

Un collaborateur de la « Freie Zeitung » qui signe « Grachus » a parlé dans le numéro 17 de ce journal (27 février dernier), des différences entre Serbes et Bulgares. Il constate le fait caractéristique que dans l'antipathie contre les Bulgares tous les autres peuples balkaniques sont d'accord: Grecs, Serbes, Roumains et même Turcs. Les Bulgares se présentent au monde comme des Slaves, mais selon une conception intuitive de leurs voisins balkaniques ils seraient restés des Touraniens. Et le jour vint où eux-mêmes se déclarèrent Touraniens, les Boris et Siméon s'effacèrent pour faire place à la mémoire d'Attila et du khan Kroum.

Les Serbes étaient la seule puissance balkanique au moment de l'invasion turque dans les Balkans. Ce furent les Serbes et non pas les Bulgares qui, vaillamment mais sans succès, défendirent la Macédoine contre les Turcs. Les Serbes et non pas les Bulgares livrèrent aux Turcs la fameuse bataille de Kossovo (1839), qui a mis

fin à l'indépendance de la Serbie pour des siècles entiers. La Serbie a succombé alors, mais elle a succombé dans la gloire, tandis que les Bulgares se rendirent aux Turcs sans résistance. Celui qui doute de l'impartialité de cette constatation, doit lire le chapitre que l'Histoire du Monde d'Ullstein y consacre, chapitre dû à la plume du célèbre professeur slaviste à l'Université de Berlin, Brückner.

Les Serbes s'affranchirent les premiers du joug turc, tout seuls, tandis que les Bulgares furent délivrés par les Russes. Pendant l'esclavage turc, les Bulgares restaient dans le plus profond sommeil, tandis que les Serbes chantaient, même dans cette période effroyable, leurs poèmes épiques, qui ont émerveillé un Goethe.

Quiconque connaît l'histoire serbe, sait fort bien que les Serbes ressusciteront de nouveau.

Une nouvelle publication du professeur Reiss

M. R.-A. Reiss, professeur à l'Université de Lausanne, bien connu du public européen par ses nombreux travaux, est arrivé à Corfou. Le professeur Reiss a voué toute son activité à la constatation des atrocités ennemies et est resté avec l'armée serbe depuis le commencement de la guerre. Ses nombreuses publications et son livre sur « Les atrocités autrichiennes en Serbie », ont dévoilé toute la barbarie des conquérants. Nous apprenons que le résumé du rapport du professeur Reiss sur « Les infractions aux lois de guerre et d'humanité commises par l'ennemi sur le front de Salonique » est terminé et sera prochainement publié.

Le livre de Rizoff et la critique de Wendel

Sous le titre: Désannexions bulgares, l'«Arbeiter Zeitung» du 3 mars publie un article du député socialiste allemand Hermann Wendel à propos de l'ouvrage de propagande dû à la plume du ministre bulgare à Berlin M. Rizoff.

Nous reproduisons ici cet article à titre de document:

«L'idée d'une paix de conciliation sans annexions ni contributions, écrit M. Wendel, s'enracinant chaque jour davantage dans la conscience des nations, la propagande bulgare s'efforce d'une façon tenace et infatigable de démontrer que les plans d'agrandissement territorial du gouvernement de Sofia ne sont que des «désannexions», et poursuivent uniquement le but de l'«union nationale». La goutte qui tombe sans cesse réussit à creuser la pierre et si on insiste sur ce point vingt-quatre fois par jour, non seulement les peuples des Puissances Centrales, mais encore ceux des pays neutres finiront par croire que tout ce que la Bulgarie exige est, de tout temps et de tout droit, une terre bulgare. Le dernier produit de cette littérature tendancieuse est un atlas comprenant quarante cartes en couleur, qui doivent démontrer de façon décisive et indiscutable que, dans ses exigences, la Bulgarie a tout le droit moral, politique, historique et ethnographique de son côté.

Dans un avant-propos adroit et des plus habiles, M. Rizoff, le très actif ambassadeur de Bulgarie à Berlin, s'est prononcé en faveur d'une «paix équitable, allant jusqu'aux limites les plus extrêmes de la justice humaine», «qui n'accorde à aucun peuple des privilèges arbitraires sur d'autres peuples», et «qui, si elle ne satisfait toutefois pas tout le monde, ne puisse être insupportable ou injurieuse pour aucun peuple.» Ce sont là de nobles, bonnes et belles paroles, et il est malheureusement dommage que les prétentions représentées par M. Rizoff se trouvent quelque peu en contradiction avec des principes aussi admissibles. Ces prétentions, en effet n'embrassent rien moins que la Dobroudja, toute la Macédoine, la région de la Morava avec Nis, Vranja, Pirot et Leskovac et le bassin du Timok avec Negotin et Zajecar: donc, non seulement des territoires contestés comme la Macédoine, mais encore des régions qui de tout temps ont appartenu à l'Etat serbe. Sans aucun parti pris il est tout-à-fait impossible de dire que dans cet atlas les prétentions de M. Rizoff se trouvent justifiées en quoi que ce soit par des témoignages ethnographiques. Quarante cartes, dues à des observateurs impartiaux, qui parlent en faveur des désirs de la Bulgarie — cela sonne très bien, mais si l'on étudie la chose d'un peu plus près, on s'aperçoit que, sans autres, 10 cartes sont à exclure comme n'étant pas de nature ethnographique mais territoriale, représentant par exemple la Bulgarie de la Paix de San Stefano, du Traité de Berlin, de la Paix de Bucarest... etc. Quatorze autres cartes doivent être également éliminées comme se bornant à représenter les variations de développement de l'empire bulgare au Moyen Age; elles ne signifient rien au point de vue ethnographique, car la Bulgarie médiévale de même que la Serbie médiévale était un Etat territorial et non pas un Etat national; elles ont tout aussi peu de signification au point de vue historique pour l'époque actuelle, car ne seraient pas méconnaître le sens profond de la guerre mondiale que de vouloir faire passer de nouveau entre les Etats, les mêmes lignes frontalières qu'au XIIIe siècle! Deux autres cartes enfin, dues à des nationalistes bulgares, ne sauraient passer pour impartiales. Heureusement, il reste encore quatorze cartes. Sur ce nombre, treize datent de l'année 1877 ou d'une période antérieure et par suite d'une époque où, d'une part le conflit national entre Serbes et Bulgares était très faiblement dessiné, et où, d'autre part, les bases nécessaires à une étude scientifique de la situation ethnographique dans les Balkans n'existaient pas encore. Par surcroît, les treize savants ou voyageurs qui dessinèrent ces cartes, ignoraient pour la plupart le serbe et le bulgare, de sorte qu'ils durent dans leurs enquêtes s'en rapporter aux déclarations très incertaines des indigènes. Ainsi virent le jour des œuvres qui, aux yeux de la science ethnographique d'aujourd'hui ne présentent aucune garantie. Reste enfin la carte de la Société Slave de Bienfaisance qui date de 1890 et au sujet de l'exactitude ou de l'inexactitude de laquelle s'éleva dès son apparition un tel conflit d'opinion dans le monde slave que ce document ne saurait être considéré comme une preuve concluante de la valeur des prétentions bulgares. Il va sans dire qu'un semblable atlas de propagande ne contient aucune des nombreuses cartes qui sont en contradiction avec la thèse bulgare du caractère national des territoires exigés.

Il est sans intérêt de s'arrêter une fois de plus sur la question de la Macédoine contestée. Ce que j'ai eu l'occasion de donner l'été dernier, tant dans ce journal que dans d'autres publications, comme

étant la reproduction du point de vue de la science impartiale, c'est-à-dire, que la majorité des Slaves de la Macédoine n'ont aucune conscience nationale bien nette, et qu'ils pourraient, sous l'influence de l'éducation, de l'habitude et du milieu, se transformer tout aussi bien en de bons Serbes ou en de bons Bulgares, et la conséquence politique que j'en tirai que la question de Macédoine était tout indiquée pour un accord à l'amiable entre Serbes et Bulgares: tout cela n'a pas été ébranlé — ne serait-ce que de l'épaisseur d'un cheveu — par les contradictions venues du côté adverse, si volentes que certaines aient pu être. Mais il n'en convient que mieux de rappeler qu'il y a une génération, il en était de même dans la région de Nich, que revendiquent actuellement les Bulgares. La propagande bulgare prétend aujourd'hui que ces parties de territoire étaient primitivement peuplées par les Bulgares et que c'est par suite d'une injustice qu'elles ont été attribuées en 1878 à la Serbie. En réalité il en est de cette population ce que le professeur Murko, l'un de nos plus grands slavistes, dont l'impartialité ne saurait être mise en doute, exprimait dans la phrase classique: «Des habitants des régions sud-orientales de la Serbie, on aurait pu faire tout aussi bien des Bulgares, qu'il aurait été facile de faire des Serbes des habitants des régions bulgares près de la frontière jusqu'à Sofia». Oui, il n'y a pas jusqu'à la littérature de propagande bulgare qui ne confirme l'exactitude de cette constatation. C'est ainsi que dans son livre sur la région de la Morava, le professeur Tchilingiroff écrit qu'avant 1878, la propagande serbe avait tout fait dans la région de Nich pour s'attacher la population «qui était devenue presque indifférente en matière de nationalité!» Dans un autre passage, il parle du succès obtenu par la propagande serbe auprès de la population rurale: «Le paysan ignorant ne faisait aucune différence entre la nationalité bulgare et la nationalité serbe; n'avaient-elles pas toutes deux la même religion et la même langue?» Tchilingiroff doit aussi reconnaître que, — déjà avant 1878 — la population de la région de Morava avait succombé dans une forte proportion à l'influence serbe, cela étant dû en grande partie aux relations commerciales existant entre ces régions et la Serbie. Nous sommes donc en présence des faits suivants: à cette époque, la population des régions de Nich, Vranja, Leskovac et Pirot n'avait pas une conscience nationale plus claire et plus ferme que ne l'ont à l'heure actuelle les Slaves de Macédoine: dès avant 1878, elle était accessible à l'influence serbe. Cette même année elle entre dans l'Etat serbe et depuis lors, après quarante ans de langue, de culture et de destinée communes, les habitants sont devenus des Serbes tout aussi conscients et aussi bons que n'importe quel habitant de la Choumadia, de même que les Slaves de la Macédoine, attribués aujourd'hui à la Serbie ou à la Bulgarie deviendraient d'ici une génération de bons Serbes ou de bons Bulgares. La propagande bulgare elle-même ne peut s'empêcher de reconnaître, bien qu'elle s'efforce d'exprimer cet aveu d'une façon aussi peu claire que possible. C'est ainsi qu'à en croire M. Tchilingiroff, les habitants de ces régions seraient bien pénétrés par l'esprit serbe, mais ne seraient pas serbisés, et que M. Rizoff dit que la Serbie a réussi à imprimer à ces régions sa propre empreinte nationale. Aucun doute ne peut subsister: les habitants de ces portions de territoire sont aujourd'hui des Serbes et, au cas où l'on viendrait à soumettre leur habitat à une «désannexion», ils auraient eux-mêmes à supporter une «dénationalisation» ce qui, dans les Balkans n'a pas coutume de s'effectuer par les moyens les plus doux.

Jamais, depuis 1878, le soi-disant territoire de la Morava n'avait encore constitué entre la Bulgarie et la Serbie un objet de conflit analogue à ce qu'est l'Alsace-Lorraine pour la France et l'Allemagne, et ce n'est qu'au moment de son entrée dans la guerre mondiale que la Bulgarie découvrit ses «prétentions légitimes» sur ce territoire. Il va sans dire que chaque jour la presse bulgare publie des manifestes et des déclarations de la population des parties occupées du sud de la Serbie desquelles semble résulter que les habitants ne sauraient connaître de plus grand bonheur que leur «libération» et de plus grand désir que leur réunion avec la Bulgarie. Mais de semblables manifestations et déclarations ne valent pas très cher. M. Tchilingiroff s'exprime ainsi à l'égard de documents analogues datant de l'année 1878. «En même temps les Serbes recueillirent au moyen d'actes de violence qui ne restèrent pas ignorés du gouvernement russe, des signatures à des pétitions par lesquelles les habitants du pays de la Morava manifestaient leur désir d'être annexés à la Serbie parce qu'ils avaient conscience d'appartenir à la race serbe». A cette occasion il mentionne éga-

lement ce mot du comte Ignatiev: «je ne donnerai pas un kopeck de ces signatures recueillies par les pouvoirs serbes». Quiconque connaît les choses n'estimera pas beaucoup plus cher les signatures qui figurent au bas des déclarations en faveur de la Bulgarie, et cela d'autant plus que dans la préface de l'Atlas, M. Rizoff lui-même a la candeur de démontrer que dans un pays occupé par l'ennemi, il ne saurait être question d'un plébiscite vraiment libre de la population. Et il a bien ses raisons pour parler ainsi!

(18 lignes censurées.)

Politique en Autriche-Hongrie

Un Allemand proteste contre les mauvais traitements des Yougoslaves

Un incident significatif s'est produit au parlement de Vienne. D'après la «Neue Freie Presse» du 28 février, lorsque le président Dr Gross venait de clore la séance et était sur le point de quitter la salle, à la première galerie se leva un lieutenant en costume de campagne qui tint le discours suivant:

«Messieurs, n'est-il pas possible dans cette salle des représentants qu'un soldat puisse prendre une fois la parole? Je ne veux pas parler de ce que ces Messieurs viennent de traiter aujourd'hui. Je veux parler de la situation générale. Je viens du front de la Piave. Puis-je parler?»

«Je suis Allemand. Depuis quatre ans je combats dans un régiment serbo-croate. Je suis fier de ma nationalité allemande et plein de soucis au sujet de son avenir. Je suis poussé à déclarer que j'ai appris à connaître dans les Serbo-Croates un peuple plein de qualités les plus brillantes dans le sens le plus pur du mot. Depuis des années, je souffre de la position adoptée par mon peuple à l'égard de cette nationalité serbo-croate. J'ai déjà attendu depuis longtemps le moment où les Allemands diraient que cette nation mérite des égards tout particuliers, cette nation qui est bien la plus maltraitée de toutes les nationalités autrichiennes. (Applaudissements chez les députés tchèques et social-démocrates. Le député Dr Zahradnik se fait particulièrement remarquer par ses cris) Messieurs, vous riez et ce n'est pas ce que j'avais attendu de vous. (Plusieurs députés crient: Mais non! Mais non!) Je ne suis pas poussé par la présomption et si je dois espérer en quelqu'un, c'est en mon peuple. Et si je peux parler quelque part, c'est seulement ici. Mon uniforme m'interdit toute activité publique. Mais je dis qu'il serait maintenant tout à fait temps de faire une politique réaliste. Finissons en une fois pour toutes avec les injures. C'est avant tout de mes co-nationaux que je réclame cela, s'ils veulent avoir ici la direction et marcher en tête.»

Il fut établi que l'orateur de la galerie était le lieutenant de réserve Edouard Wenzel. Dans la vie civile il était négociant et natif de la Bohême septentrionale. Il appartient à un bataillon de campagne du régiment d'infanterie No 22.

En reproduisant cette information nous tenons à rappeler que le régiment 22 qui se trouve sur la Piave se recrute en Dalmatie. C'est à Mostar, en Herzégovine, que se trouve la garnison de ce régiment. Il nous revient de source sûre que ce régiment s'est mutiné et que l'état de siège proclamé le 19 février à Mostar est en rapport avec le refus d'une unité de ce régiment de tirer contre les manifestants. Ne pourrait-on pas établir une relation avec cette mutinerie (sur la Piave et à Mostar) et l'incident dont il vient d'être question?

L'attitude des Slovènes en Autriche

Le «Slovenec» de Ljubljana, écrit dans son numéro du 8 mars:

«Dans son discours d'hier, le président du Conseil a prononcé les paroles suivantes:

«Je dois reconnaître la question yougoslave comme une question près de laquelle il n'est plus possible actuellement de passer sans la voir.»

Cette déclaration de Seidler est intéressante non pas tant pour nous que pour le gouvernement lui-même. Ce qu'il vient d'affirmer, nous le disons depuis toujours et le monde entier le dit depuis longtemps. Avant que le gouvernement autrichien ait pu voir que la question yougoslave existe et que sa solution ne peut plus être ajournée, Paris et Londres en ont déjà parlé. Le Vatican l'a soulignée dans sa circulaire; Wilson a attiré l'attention sur elle. L'Europe a devancé l'Autriche.»

Le «Slovenski Narod» du même jour écrit dans le même sens:

«Le programme de Seidler relatif à la solution du problème des nationalités dans la monarchie est si pauvre en idées, si modeste dans sa portée, si mystérieux dans ses buts qu'en réalité personne n'a pu l'applaudir, sauf les Allemands les plus radicaux. Lorsque M. le chevalier de Seidler reconnaît l'importance de la question yougoslave, il ne fait que se joindre le dernier aux hommes d'Etat du monde entier, qui ont vu depuis longtemps que notre problème est un des plus importants pour le règlement futur des relations entre les peuples civilisés. Aujourd'hui, nous nous bornons à dire

que nous n'avons rien à faire avec le programme de Seidler, que nous le repoussons le plus résolument et que nous admirons la naïveté avec laquelle le président du Conseil croit à la possibilité de «résultats positifs» prochains, sortis du marchandage établi sur la base de ce programme!»

Nouvelles de la Serbie envahie

Les Bulgares assassinent les prêtres serbes

Communiqué du Bureau de presse serbe à Corfou:

La Bulgarie a inauguré une propagande à l'étranger qui donne une idée nette du régime de la terreur qu'elle a institué dans la Serbie occupée. La politique bulgare d'extermination et de dénationalisation se poursuit avec plus de cruauté que la politique de haine austro-hongroise en Serbie et dans les autres pays yougoslaves.

Le nouveau geste des Bulgares consiste à obliger à main armée nos populations à signer des documents bulgares dans lesquels on leur fait dire qu'elles demandent «à être unies pour toujours à la Bulgarie, leur mère patrie, et à être délivrées par elle de la tyrannie serbe». La propagande avec de pareils documents serait risible quand on songe que les populations serbes sont livrées à la soldatesque et aux comitadjis bulgares, mais elle est triste quand on pense au nombre des victimes de ces agissements. Quiconque refuse de signer ces documents présentés par les fonctionnaires et les soldats bulgares est impitoyablement exécuté. Un grand nombre de personnes ont déjà été fusillées pour que les journaux bulgares puissent publier les déclarations extorquées sous menace de mort. Nous ne pouvons pas citer toute la liste de ces victimes, mais nous dirons que seulement en ce qui concerne les prêtres sept furent exécutés uniquement à Zayetchar et les environs. Ce sont: Sima Yovanovitch et Georges Petrovitch de Zayetchar, Vlada Rachitch du village de Vrazogrtzité, Jivoine Tassitch de Kralyévo Selo, Georges Jivcovitch de Verbitzé, pope Radissave de Griané et Strachimir Boulitch.

Le seul fait que les Bulgares osent se mettre en tête de vouloir faire oublier au monde avec quelle ardeur ces populations ont défendu leur sol natal contre tout agresseur et principalement contre les Bulgares, et la révolte de ces populations contre eux au printemps de l'année dernière — révolte qui fut étouffée dans le sang d'innombrables victimes — prouve leur manque complet de scrupules. Les Bulgares contraignent la population serbe à choisir entre la mort et la signature des «documents» dont l'odieuse et le ridicule ne leur apparaît pas, mais dont on aura à se souvenir le jour du règlement des comptes.

Nouvelles de Serbie

La crise ministérielle serbe

La «Suisse» du 20 mars reçoit de Corfou l'information suivante:

L'article de l'«Idea Nazionale» du 16 mars, consacré à la crise serbe et suggérant qu'il y aurait aussi parmi les députés serbes quelques éléments défaitistes, disposés à accepter le programme de l'Autriche ne correspond nullement à l'état réel des choses. Mais la conclusion de l'organe des nationalistes romains semble indiquer avec beaucoup de vraisemblance l'issue de la crise. On va créer un ministère de concentration dans lequel entreraient les représentants de tous les partis nationaux. La présidence sera conférée à M. Pachitch, dont la permanence au pouvoir donnera à la combinaison nouvelle, favorablement inspirée par l'entrée des éléments actifs de l'opposition actuelle, la physionomie qui correspond le mieux à la volonté du peuple serbe de continuer la résistance, pour arriver, en plein accord avec les Alliés, aux buts communs de guerre.

Les étudiants yougoslaves de France à M. Wilson

L'«Association des étudiants serbo-croato-slovènes de Poitiers», a adressé au nom des étudiants yougoslaves en France, un appel à M. Wilson dont nous extrayons ce qui suit:

«... Vous ne parlez, M. le Président, que de la restauration de la Serbie et de son libre accès à la mer. La question de la restauration territoriale de la Serbie n'existe plus; il n'y a aujourd'hui qu'une seule question: celle de la libération et de l'unification du peuple yougoslave dans son intégrité.

«Le problème yougoslave est le symbole vivant d'un droit politique méconnu. Sans la solution de la question yougoslave il n'y aura pas en Europe de paix stable ni durable.

«La Déclaration de Corfou du 20 juillet 1917 représente, sous forme d'un document international, l'aspiration légitime du peuple serbo-croato-slovène de réaliser politiquement son unité nationale comme elle est déjà accomplie moralement. Les Serbes, les Crates et les Slovènes ne forment qu'un seul et même peuple; nous l'étions, nous le sommes et nous le serons.»